



RCS : MONTAUBAN
Code greffe : 8201

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de MONTAUBAN atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1997 B 00296
Numéro SIREN : 414 405 977
Nom ou dénomination : DUPUIS RAEVEL & BRUNET

Ce dépôt a été enregistré le 14/03/2014 sous le numéro de dépôt 671

Déposé au Greffe le

10 MARS 2014



N° A671

D'un acte reçu par Maître Gérard FLORA, notaire à TOULOUSE en date du 19 décembre 2013, il a été extrait ce qui suit ici littéralement reproduit :

100119202

GF/AB/

**L'AN DEUX MILLE TREIZE,
LE DIX-NEUF DÉCEMBRE**

A TOULOUSE (Haute Garonne), 1, place Jeanne d'Arc, au siège de l'Office Notarial, ci-après nommé,

Maître Gérard FLORA, Notaire soussigné, associé de la Société Civile Professionnelle « Gérard FLORA et François VEYRES, notaires, associés d'une société civile professionnelle titulaire d'un Office Notarial » dont le siège est à TOULOUSE (31000), 1, Place Jeanne d'Arc,

A LA REQUETE des personnes ci-après nommées a établi le présent acte contenant :

ENTRE

Monsieur Gérard Pierre Louis **DUPUIS**, expert comptable, demeurant à MONTAUBAN (82000) 1220 avenue de l'Europe Albasud.

Né à VILLEMUR-SUR-TARN (31340) le 12 juillet 1957.

Divorcé de Madame Anne-Marie Elisabeth Brigitte **PONS** suivant jugement rendu par le Tribunal de grande instance de MONTAUBAN (82000) le 23 juin 2005, et non remarié.

Non lié par un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

est présent à l'acte.

D'UNE PART

ET

Madame Anne-Marie Elisabeth Brigitte **PONS**, sans profession, demeurant à MONTAUBAN (82000) 16 Bernard Capmartin.

Née à ALGER (ALGERIE) le 15 janvier 1959.

Divorcée de Monsieur Gérard Pierre Louis **DUPUIS** suivant jugement rendu par le Tribunal de grande instance de MONTAUBAN (82000) le 23 juin 2005, et non remariée.

Non liée par un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Résidente au sens de la réglementation fiscale.

est présente à l'acte.

4

D'AUTRE PART**ETAT LIQUIDATIF APRES DIVORCE****Notaire commis aux termes de l'arrêt de la Cour d'Appel de TOULOUSE en date du 30 octobre 2012**

Le notaire soussigné a été commis aux termes de l'arrêt de la Cour d'Appel de TOULOUSE en date du 30 octobre 2012 "pour poursuivre sur la base du présent arrêt et du rapport d'expertise en ses conclusions non contraires aux présentes dispositions l'établissement de l'état liquidatif et dresser l'acte de partage".

Par suite d'un accord global intervenu entre les parties dès avant ce jour, le notaire dresse le présent acte de partage dont une copie authentique sera adressée au juge afin que la procédure soit clôturée.

PROCEDURE

Pour la compréhension des opérations de compte et liquidation, le notaire soussigné les fait précéder des observations suivantes :

REGIME MATRIMONIAL

Monsieur Gérard **DUPUIS** et Madame Anne-Marie **PONS** se sont mariés à la mairie de VILLEMUR SUR TARN le 8 octobre 1983 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

PROCEDURE

1°) Par requête en date du 28 octobre 2003, Madame PONS a déposé auprès du Tribunal de Grande Instance de MONTAUBAN une demande en divorce sur le fondement de l'article 242 du code civil.

Aux termes d'une ordonnance en date du 12 mars 2004, le Juge aux Affaires Familiales a constaté l'échec de la tentative de conciliation des parties.

Par signification en date du 27 avril 2004, Madame PONS a fait assigner son époux en divorce sur le fondement des articles 242 et suivants du code civil.

Leur divorce a été prononcé par jugement rendu par le Tribunal de Grande Instance de MONTAUBAN, le 23 juin 2005 sous le N°03/02055, dont le dispositif est ici rapporté par extrait :

.....
Le 5 janvier 2006 Maître RENAUD, Notaire désigné pour les opérations de partage de la communauté, a dressé un procès verbal d'ouverture des opérations de liquidation du régime matrimonial.

Au vu d'un rapport d'expertise amiable dressé par Monsieur GUILLOT, Maître RENAUD a établi un projet d'acte liquidatif non signé par Madame PONS. Il a dressé le 20 mars 2007 un procès verbal de difficulté.

Par jugement en date du 25 mars 2008, le Tribunal de Grande Instance de MONTAUBAN a:

-débouté Madame PONS de l'ensemble de ses demandes

.....
-pour le surplus, homologué le projet établi par Maître RENAUD, Notaire
-débouté Monsieur DUPUIS de ses demandes

.....
-renvoyé les parties devant Maître RENAUD
-dit que les dépens seront pris en frais privilégiés de partage.

Madame PONS a interjeté appel de cette décision. La Cour, par arrêt avant dire droit du 12 janvier 2010 a ordonné une expertise et a commis Madame PICOU pour y procéder. Monsieur HUSSON, expert comptable a participé à cette mission en qualité de sapiteur.

.....

Il résulte de l'arrêt rendu par la Cour d'Appel de TOULOUSE en date du 30 octobre 2012 ce qui suit ci-après littéralement relaté:

"PAR CES MOTIFS

LA COUR

INFIRME la décision entreprise hormis en ses dispositions relatives aux dépends.

Statuant à nouveau

Dit que la date des effets du divorce entre les parties quant à leurs biens est le 27 avril 2004,

Fixe la date de jouissance divisée à la date du présent arrêt,

Dit que doivent être inclus dans l'actif commun pour les valeurs indiquées les biens suivants

-

-

-montant

- montant compte courant SARL DUPUIS RAEVEL. 111 euros

-

- titres dans la société DRB ALBASUD 908 239 euros

-

Dit que doivent être inscrit au passif commun :

.....

Dit que doivent être inscrits au débit du compte d'indivision de Monsieur DUPUIS les dividendes perçus par lui depuis le 27 avril 2004 et jusqu'à la date du présent arrêt à raison des titres détenus dans les sociétés recouvrant son activité d'expert comptable,

.....

Attribue à Monsieur les titres dans la dans la société DRB ALBASUD ainsi que les montants des comptes courants et SARL DUPUIS RAEVEL.

.....

Désigne Maître FLORA notaire à TOULOUSE pour poursuivre sur la base du présent arrêt et du rapport d'expertise en ses conclusions non contraires aux présentes dispositions l'établissement de l'état liquidatif et dresser l'acte de partage, le Président du Tribunal de Grande Instance de MONTAUBAN ou son délégataire restant désigné pour en tant que de besoin suivre les opérations,

.....

Aux termes de cet arrêt et ainsi qu'il a été dit ci-dessus, Maître Gérard FLORA notaire soussigné a été désigné pour poursuivre sur la base du présent arrêt et du rapport d'expertise en ses conclusions non contraires aux dispositions de l'arrêt, l'établissement de l'état liquidatif et dresser l'acte de partage.

ABANDON DES VOIES JUDICIAIRES

1

Les requérants s'étant mis d'accord pour réaliser à titre définitif le présent partage à l'amiable, elles déclarent, par suite, abandonner toutes voies judiciaires.

Les parties procèdent, par les présentes, à la **LIQUIDATION DE LEUR REGIME MATRIMONIAL** et au **PARTAGE** des biens dépendant de la communauté ayant existé entre elles dissoute par suite du divorce prononcé en vertu du Jugement ci-dessus énoncé.

Les parties déclarent avoir été parfaitement informées par le Notaire soussigné qu'elles sont tenues de déclarer et comprendre au présent partage l'intégralité des biens meubles et immeubles dépendant de leur communauté, à défaut elles s'exposeraient à la nécessité d'établir un partage ultérieur pour les biens omis et aux peines du recel en cas d'omission frauduleuse à l'égard de l'autre époux.

OBSERVATIONS PREALABLES

Les observations préalables portent sur le régime matrimonial des époux, l'analyse des opérations patrimoniales que ces derniers ont réalisé au cours de leur union, l'identification et le calcul des reprises et récompenses et des créances entre époux, ou de celles résultant de la gestion de l'indivision postcommunautaire.

REGIME MATRIMONIAL

Les parties se sont mariées à la mairie de VILLEMUR SUR TARN le 8 octobre 1983 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

SITUATION PATRIMONIALE

Situation patrimoniale au jour du mariage

.....

Dons, successions et legs recueillis durant le mariage

.....

Biens immobiliers acquis pendant le mariage

Il dépend de la communauté existant entre Monsieur DUPUIS et Madame PONS les biens immobiliers ci-après désignés acquis par suite des faits et actes suivants:

1°) Biens et droits immobiliers sis à

.....

.....

Désignation

.....

Tels que lesdits **BIENS** existent, se poursuivent et comportent avec tous immeubles par destination pouvant en dépendre, sans aucune exception ni réserve.

ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION REGLEMENT DE COPROPRIETE

.....

Effet Relatif

4

.....
Etat hypothécaire

.....
Evaluation

.....
2°) Maison sise à

.....
Désignation

.....
Tel que ledit **BIEN** existe, s'étend, se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques y attachées, sans exception ni réserve, autres que celles pouvant être le cas échéant relatées aux présentes.

ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION REGLEMENT DE COPROPRIETE

.....
Effet Relatif

.....
Etat hypothécaire

.....
Evaluation

.....
3°) Biens et droits immobiliers sis à

.....
Evaluation

.....
4°) Maison sise à

.....
Désignation:

.....
Tel que ledit **BIEN** existe, s'étend, se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques y attachées, sans exception ni réserve, autres que celles pouvant être le cas échéant relatées aux présentes.

1

Effet RelatifEtat hypothécaireEvaluationMouvements de valeurs entre la communauté et les patrimoines propres – Reprises et récompenses-Reprises- Reprises en nature par Monsieur DUPUIS- Reprises en nature par Madame PONS- RécompensesAssurance vieDomage corporel ou moral**REVOCATION DES LIBERALITES ET AVANTAGES****JOUISSANCE DIVISE****EFFETS DU DIVORCE – JOUISSANCE DIVISE**

Aux termes de l'arrêt de la Cour d'Appel de TOULOUSE en date du 30 octobre 2012, la date des effets du divorce entre les parties quant à leurs biens a été fixée au 27 avril 2004 (date de l'assignation en divorce) et la date de jouissance divise a été fixée à la date dudit arrêt soit au 30 octobre 2012.

LIQUIDATION ET PARTAGE

Cet exposé terminé, il va être procédé aux opérations de liquidation et de partage qui comprendront :

- I – La détermination des comptes d'indivision post communautaire,
- II- La détermination des masses actives et passives
- III – La fixation des droits des parties
- IV – Les attributions et affectations à l'acquit du passif,

I) **COMPTES DE L'INDIVISION POSTERIEURS A LA DISSOLUTION
ET INDEMNITES D'OCCUPATION**

A – Compte d'indivision de Madame PONS

a – Crédit

.....
.....

b – débit

.....
.....

BALANCE

.....

B- Compte d'indivision de Monsieur DUPUIS

a – Crédit

.....
.....

b – débit

.....
.....
.....

BALANCE

.....
.....

II) **LIQUIDATION DE LA COMMUNAUTE
DETERMINATION DES MASSES ACTIVES ET PASSIVES**

Masse active

La communauté de biens existant entre les époux DUPUIS/PONS comprend les biens suivants tels qu'ils ont été déterminés par l'Arrêt de la Cour d'Appel de TOULOUSE en date du 30 octobre 2012 et par le rapport de Madame PICOU :

.....
.....
.....

- Les 837 parts sociales numérotées de 1 à 250 et de 917 à 1500 et de 2501 à 250 de la société dénommée DUPUIS RAEVEL et BRUNET, dénommée commercialement DRB ALBASUD, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de MONTAUBAN sous le n°414 405 977 évalué à la somme de NEUF CENT HUIT MILLE DEUX CENT TRENTE-NEUF EUROS

Ci.....908.239,00 EUR

- Le compte courant détenu dans la SARL Cabinet DUPUIS RAEVEL: CENT ONZE EUROS

Ci..... 111,00 EUR

.....

.....

Masse passive

.....

BALANCE

.....

III) **FIXATION DES DROITS DES PARTIES**

Actif net de communauté:

.....

Monsieur DUPUIS a droit à :

.....

.....

Madame PONS à droit à :

.....

IV) **ATTRIBUTIONS ET AFFECTATIONS A L'ACQUIT DU PASSIF**

Il est ici rappelé qu'aux termes de l'arrêt rendu par la Cour d'Appel de TOULOUSE le 30 octobre 2012, il a été notamment décidé de procéder aux attributions suivantes :

La Cour:

"

Attribue à Monsieur DUPUIS les titres dans la dans la société DRB ALBASUD ainsi que les montants des comptes courants et SARL DUPUIS RAEVEL.

.....
.....

Attributions Madame PONS:

.....
.....

A charge pour elle de régler:

.....
.....

Attributions Monsieur DUPUIS:

.....
.....
.....

- Les 837 parts sociales numérotées de 1 à 250 et de 917 à 1500 et de 2501 à 250 de la société dénommée DUPUIS RAEVEL et BRUNET, dénommée commercialement DRB ALBASUD, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de MONTAUBAN sous le n°414 405 977 évalué à la somme de NEUF CENT HUIT MILLE DEUX CENT TRENTE-NEUF EUROS

Ci.....908.239,00 EUR - Le compte courant détenu dans la SARL Cabinet DUPUIS RAEVEL: CENT ONZE EUROS

Ci..... 111,00 EUR

-Dédution faite:

PAIEMENT DE LA SOULTE

DONT QUITTANCE

Comptes postérieurs à la date de jouissance divise

CONDITIONS GENERALES DU PARTAGE

Le présent partage a lieu sous les conditions ordinaires et de droit en pareille matière, et notamment, sous celles suivantes, que les co-partageants s'obligent, chacun en ce qui le concerne, à exécuter et accomplir, savoir :

1°/ - Chacun des co-partageants fera et disposera des biens compris dans son attribution, comme de chose lui appartenant en toute propriété, et il aura droit aux revenus dont ils sont productifs à partir du jour ci-dessus fixé pour la jouissance divise.

2°/ -

3°/ - Chacun des co-partageants acquittera, à compter du jour ci-dessus fixé pour la jouissance divise, les impôts, contributions et charges de toute nature grevant les biens qui lui sont attribués.

4°/ -

5°/ -

CONDITIONS PARTICULIERES - COPROPRIETE

DOSSIER DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE - INFORMATION

PRISE EN CHARGE DU PRET CREDIT MUTUEL PAR MONSIEUR DUPUIS

REGLEMENT DEFINITIF

|

FORMALITES

.....

Signification aux sociétés de l'attribution des parts sociales :

Monsieur Gérard DUPUIS en sa qualité de gérant des sociétés,
 et SARL DUPUIS RAEVEL ET BRUNET (ayant pris la dénomination en
 2009 de DRB ALBASUD) intervient ici spécialement conformément à l'article 1690 du
 Code Civil pour dispenser que ledit acte soit notifié auxdites sociétés.

INFORMATION SUR L'ACTION EN COMPLEMENT DE PART

.....

AIDE JURIDICTIONNELLE

.....

Déclarations sur l'aide juridictionnelle

.....

Absence de dispense de droits d'enregistrement

Par suite, les présentes ne sont pas exonérées de droits d'enregistrement.

DECLARATIONS GENERALES

I - Sur l'état-civil et la capacité des parties :

Les parties déclarent :

- Que leur état-civil est conforme à celui indiqué en tête des présentes, et elles ajoutent qu'elles n'ont changé ni de nom ni de prénoms depuis leur naissance, qu'elles se considèrent comme résident en France au sens de la réglementation des changes et qu'elles sont de nationalité française.
- Qu'elles ne sont pas en état de cessation de paiement, de redressement ou liquidation judiciaire.
- Qu'elles n'ont pas été associées dans une société mise en liquidation judiciaire suivant jugement publié depuis moins de cinq ans et dans laquelle elles étaient tenues indéfiniment et solidairement du passif social ou seulement conjointement, le délai de cinq ans marquant la prescription des actions de droit commun et de celle en recouvrement à l'endroit des associés (BOI-REC-SOLID-20-10-20-20120912).
- Qu'elles ne sont concernées par aucune des mesures légales des majeurs protégés sauf, le cas échéant, ce qui peut être spécifié aux présentes pour le cas où l'une d'entre elles ferait l'objet d'une telle mesure ni par aucune des dispositions du Code de la consommation sur le règlement des situations de surendettement.

II - Sur la situation juridique des biens :

Les parties affirment que les biens compris à l'acte sont de libre disposition entre leurs mains et libres de tout empêchement à la réalisation des présentes.

FRAIS

.....

PUBLICATION

.....



POUVOIRS

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière, les parties agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs, à tout Clerc de l'office notarial dénommé en tête des présentes à l'effet d'effectuer tout dépôt, mention en marge, de signer tous actes complémentaires ou modificatifs des présentes qui pourraient être nécessaires pour la régularisation des formalités, ainsi que le cas échéant de prendre toute inscription requise en vertu des présentes.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, domicile est élu :

- Pour les co-partageants, en leurs demeures respectives sus-indiquées.
- Et spécialement pour la validité de l'inscription le cas échéant à prendre en vertu des présentes, pour la correspondance et le renvoi des pièces, domicile est élu au siège de l'office notarial.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime la réalité et l'intégralité des conventions et estimations intervenues entre elles.

Elles reconnaissent avoir été informées des peines encourues en cas d'inexactitude de cette déclaration.

De son côté, le notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance le présent acte et les valeurs qui y sont portées ne sont modifiés ni contredits par aucune contre-lettre contenant augmentation de la soulte ci-dessus.

MENTION LEGALE D'INFORMATION

Conformément à l'article 32 de la loi n°78-17 «Informatique et Libertés» du 6 janvier 1978 modifiée, l'office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes. A cette fin, l'office est amené à enregistrer des données concernant les parties et à les transmettre à certaines administrations, notamment auprès du service de la publicité foncière compétent et à des fins comptables et fiscales. Pour les seuls actes relatifs aux mutations immobilières, certaines données sur le bien et son prix, sauf opposition de la part d'une partie auprès de l'office, seront transcrites dans une base de données immobilières à des fins statistiques.

Chaque partie peut exercer ses droits d'accès et de rectification aux données la concernant auprès de l'ADSN : service Correspondant à la Protection des Données, 95 avenue des Logissons 13107 VENELLES cpd-adsn@notaires.fr, 0820.845.988.

FORMALISME LIE AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire.

Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

DONT ACTE sur vingt-cinq pages

Comprenant

- renvoi approuvé :sans
- blanc barré :sans
- ligne entière rayée :sans
- nombre rayé :sans
- mot rayé :sans

Paraphes

1

Fait et passé aux lieu, jour, mois et an ci-dessus indiqués.
Après lecture faite, les parties ont signé le présent acte avec le notaire soussigné.
Le Notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document, telle qu'elle est indiquée à la suite de leur nom ou de leur dénomination, lui a été régulièrement justifiée.
Il certifie le présent extrait contenu en 12 pages, certifié conforme à la minute et approuve aucun renvoi, aucun mot nul.



A large, stylized handwritten signature in black ink, enclosed within a large, hand-drawn oval loop.

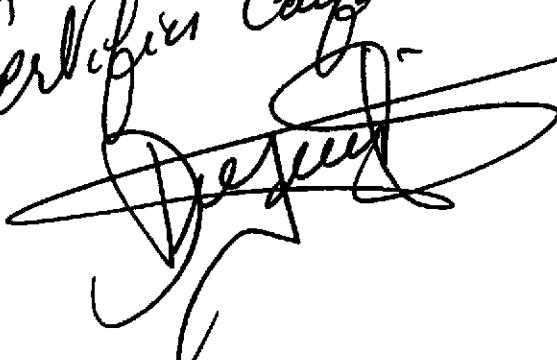
Déposé au Greffe le 10 MARS 2014 #19671



DUPUIS RAEVEL & BRUNET
SARL au capital de 250 600 Euros
1220 Avenue de l'Europe
ALBASUD
82000 MONTAUBAN

STATUTS

Modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 9 décembre 2005

Certifiés conformes


ARTICLE PREMIER : FORME

Il existe entre les propriétaires des parts ci-après dénombrées une société à responsabilité limitée, régie par les dispositions légales et réglementaires concernant cette forme de société et celles régissant les professions d'Expert Comptable et de Commissaire aux Comptes, et par les présents statuts.

ARTICLE 2 : DENOMINATION

La dénomination de la société est :

DUPUIS RAEVEL & BRUNET

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots "Société à Responsabilité Limitée" ou des lettres S.A.R.L. et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention du Tableau de la circonscription de l'Ordre des Experts Comptables et de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes, où la société est inscrite.

ARTICLE 3 : OBJET

La société a pour objet, dans tous pays, l'exercice des professions d'Expert Comptable et de Commissaire aux Comptes, telle qu'elles sont définie par l'ordonnance du 19 septembre 1945 et la loi modifié du 24 juillet 1966 et telles qu'elles pourraient l'être par tous textes législatifs ultérieurs.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet.

Elle ne peut prendre de participations financières dans les entreprises industrielles, commerciales, agricoles ou bancaires, ni dans les sociétés civiles à l'exclusion de celles qui ont pour seul objet de faciliter l'exercice de l'activité professionnelle et libérale de leurs membres. Elle ne peut non plus se trouver sous la dépendance, même indirecte, d'aucune personne ou d'aucun groupe d'intérêts.

ARTICLE 4 : SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à MONTAUBAN (82), 1220 avenue de l'Europe - ALBASUD.

Il pourra être transféré dans la même ville, par simple décision de la gérance et partout ailleurs, en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 : DUREE

La durée de la société est fixée à 99 années à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

ARTICLE 6 : APPORTS - FORMATION DU CAPITAL

Il a été apporté au capital de la société :

- lors de la constitution :

Les apports faits à la constitution de la société et formant le capital d'origine sont tous des apports en numéraire.

-Monsieur Gérard DUPUIS a apporté à la société une somme en espèces de
VINGT CINQ MILLE FRANCS, ci 25 000 Frs

Cette somme dépend de la communauté de biens existant entre l'apporteur et son conjoint. Intervenant à l'acte constitutif, Madame Anne-Marie PONS n'a pas demandé à être personnellement associée. Les parts rémunérant cet apport sont donc toutes attribuées à Monsieur Gérard DUPUIS.

-Monsieur Bernard RAEVEL a apporté à la société une somme en espèces de
VINGT CINQ MILLE FRANCS, ci 25 000 Frs

TOTAL EGAL AU CAPITAL SOCIAL 50 000 Frs

Cette somme de CINQUANTE MILLE FRANCS a été déposée à la Banque CREDIT MUTUEL , Agence de MONTAUBAN qui a ouvert un compte au nom de la société sous le numéro 00023038349

- lors de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 1^{er} octobre 2002, une somme de 17 377.55 euros par incorporation de réserves.
- Suivant les termes d'une délibération en date du 2 décembre 2005, l'assemblée générale extraordinaire a décidé la fusion par absorption de la société SARL CABINET DUPUIS RAEVEL – société à responsabilité limitée au capital de 137 201.12 € dont le siège social est 1220, avenue de l'Europe – ALBASUD – 82000 MONTAUBAN, immatriculée au R.C.S. MONTAUBAN B 398 378 687, la valeur nette des biens apportés s'élevant à 342 430 €. Cet apport a été rémunérée par une augmentation de capital de 60 € après renonciation de la société DR – AUDIT à posséder ses propres titres.
- Suivant les termes d'une délibération en date du 9 novembre 2005, l'assemblée générale extraordinaire a décidé d'augmenter le capital d'un montant de 225 540 € (DEUX CENT VINGT CINQ MILLE CINQ CENT QUARANTE EUROS) par incorporation de réserves.

ARTICLE 7 : AVANTAGES PARTICULIERS

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de personnes associées ou non.

ARTICLE 8 : CAPITAL SOCIAL - LISTE DES ASSOCIES - REPARTITION DES PARTS

Le capital social est fixé à la somme de 250 600 Euros.

Il est divisé en 2 506 parts de 100 Euros, numérotées de 1 à 2 506, intégralement libérées et réparties entre les associés en proportion de leur droit, savoir :

-A Monsieur Gérard DUPUIS, Expert comptable, Commissaire aux Comptes, à concurrence de

HUIT CENT TRENTE TROIS parts sociales numérotées de 1 à 250, de 917 à 1499, 1500 et de 2501 à 2503

ci 837

-A Monsieur Bernard RAEVEL, Expert comptable, Commissaire aux Comptes, à concurrence de

HUIT CENT TRENTE TROIS parts sociales numérotées de 251 à 500, de 1917 à 2499, 2500 et 2504 à 2506

ci 837

-A la société SARL N.B.H. , société d'expertise comptable et de Commissariat aux Comptes,

à concurrence de HUIT CENT TRENTE parts sociales numérotées de 501 à 915 et de 1501 à 1 915,

ci 830

-A Monsieur Nicolas Brunet, Expert comptable, Commissaire aux Comptes, à concurrence de

DEUX parts sociales numérotées 916 et 1916,

ci 2

TOTAL EGAL AU NOMBRE DE PARTS COMPOSANT LE
CAPITAL SOCIAL 2506

SOIT DEUX MILLE CINQ CENTS SIX PARTS SOCIALES

Les soussignés déclarent expressément que toutes les parts représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs apports respectifs et sont toutes entièrement libérées.

La liste des associés sera communiquée au Conseil Régional de l'Ordre des Experts Comptables et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tous tiers intéressés.

Les trois quarts du capital et des droits de vote doivent être détenus par des Experts Comptables inscrits au tableau de l'Ordre, directement ou indirectement par une autre société inscrite à l'Ordre. Si une autre société inscrite à l'ordre vient à détenir des parts de la présente société, celles-ci n'entreront en ligne de compte, dans le calcul de cette quotité des trois quarts, que dans la proportion équivalente à celle des parts que les Experts Comptables détiennent dans le capital de la société "mère".

Les trois quarts du capital social doivent être détenus par des commissaires aux comptes, et les trois quarts des associés doivent être des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions de l'article 218 de la loi modifiée du 24 juillet 1966. Si une société de commissaires aux comptes vient à détenir une participation dans le capital de la présente société, les associés non commissaires aux comptes ne peuvent détenir plus de vingt-cinq pour cent de l'ensemble du capital des deux sociétés.

Chaque part sociale donne à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et l'actif social.

ARTICLE 9 : AUGMENTATION OU REDUCTION DU CAPITAL ET NEGOCIATION DES ROMPUS

Les augmentations du capital sont réalisées nonobstant l'existence de "rompus", les droits de souscription et d'attribution étant négociables ou cessibles.

En cas de réduction du capital par réduction du nombre des titres, les associés sont tenus de céder ou d'acheter les titres en trop ou en moins, pour permettre l'échange des parts anciennes contre les parts sociales nouvelles.

Dans tous les cas, la réalisation de ces opérations d'augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles déontologiques rappelées à l'article 8 des présentes sur les quotité de parts sociales que doivent détenir les professionnels Experts Comptables et Commissaires aux Comptes.

Toute personne n'ayant pas déjà la qualité d'associé ne peut entrer dans la société, à l'occasion d'une augmentation de capital, sans être préalablement agréée par les associés, conformément aux dispositions de l'article 45 de la loi du 24 juillet 1966.

ARTICLE 10 : TRANSMISSION ENTRE VIFS

1 - Transmission entre vifs

Toutes les transmission de parts entre vifs, à quelque titre que ce soit, même celles qui se font au profit d'un associé, ne peuvent être réalisées qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette double majorité comprenant la personne et les parts de l'associé cédant. Ces dispositions s'appliquent alors même que le projet de transmission ne porterait que sur la nue-propriété ou l'usufruit de parts sociales.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, indiquant l'identité du cessionnaire proposé ainsi que le nombre de parts dont la cession est soumise à agrément. dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par le gérant au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession est réputé acquis. Si la société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification de refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession.

A défaut de renonciation de sa part, les associés doivent dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil. Ce délai de trois mois peut être prolongé une seule fois, à la demande du gérant, par décision du président du tribunal de commerce statuant sur requête. Le prix est payé comptant, sauf convention contraire entre les parties. Si le cédant y consent, la société peut également, dans le même délai, racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus, en réduisant corrélativement son capital du montant de leur valeur nominale. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut, dans ce cas, sur justification, être accordé à la société par ordonnance de référé rendue par le président du tribunal de commerce. Les sommes dues portent intérêt aux taux légal

Pour assurer l'exécution de l'une ou l'autre des solutions ci-dessus, la gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel rachat par la société, centraliser les demandes d'achat émanant des associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.

A l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, lorsqu'aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts sociales depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

Dans tous les cas où les parts sont acquises par les associés ou les tiers désignés par eux, notification est faite au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée huit jours à l'avance, de signer l'acte de cession. S'il refuse, la mutation est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société, spécialement habilité à cet effet, qui signera en son lieu et place l'acte de cession. A cet acte, qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes pièces justificatives.

La procédure ci-dessus s'applique même aux adjudications publiques volontaires ou forcées. L'adjudicataire doit en conséquence notifier le résultat de l'adjudication dans les conditions imparties, comme s'il s'agissait d'un projet de cession. Toute admission d'un nouvel associé étant soumise à l'agrément préalable des associés conformément aux dispositions de l'article 45 de la loi du 24 juillet 1966 et du présent acte, aucun consentement préalable donné à un projet de nantissement de parts sociales ne peut emporter à l'avance agrément du cessionnaire au cas de réalisation forcée des parts nanties.

La signification par voie d'huissier peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

2 - Transmission par décès

En cas de décès d'un associé, ses héritiers ou ayants droit ne deviennent associés que s'ils ont reçu l'agrément de la majorité en nombre des associés survivants. Même s'il est déjà associé, l'héritier ou l'ayant droit d'un expert comptable ou d'un commissaire aux comptes associé ne peut, sans l'agrément de ladite majorité, recueillir les parts de son auteur s'il n'a pas la même qualification professionnelle que celui-ci.

Tout héritier ou ayant droit doit justifier, dans les meilleurs délais, de ses qualités héréditaires et de son état civil auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités.

Tout acte de partage d'une indivision successorale est valablement notifié à la société par le copartageant le plus diligent. Si les droits hérités sont divis, l'héritier ou l'ayant droit notifie à la société une demande d'agrément en justifiant de ses droits et qualités. Dans l'un ou l'autre cas, si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois de la réception de cette notification, l'agrément est réputé acquis. Si tous les indivisaires sont soumis à agrément, la société peut, sans attendre le partage, statuer sur leur agrément global; de convention essentielle entre les associés elle peut aussi, à l'expiration d'un délai de six mois à compter du décès, demander au juge des référés du lieu de l'ouverture de la succession de mettre les indivisaires en demeure, sous astreinte, de procéder au partage. Lorsque les droits hérités sont divis, elle peut se prononcer sur l'agrément même en l'absence de demande de l'intéressé.

La notification du partage ou de la demande d'agrément et celle de la décision de la société sont faites par envoi recommandé avec avis de réception ou par acte extrajudiciaire.

Dans tous les cas de refus d'agrément, les associés ou la société doivent acquérir ou faire acquérir les parts de l'héritier ou ayant droit. Il est fait application des dispositions ci-dessus prévues dans l'hypothèse d'un refus d'agrément en cas de transmission entre vifs, les héritiers ou ayants droit non agréés étant substitués au cédant. Si aucune des solutions prévues par ces dispositions n'intervient dans les délais impartis, l'agrément est réputé acquis.

3 - Liquidation d'une communauté de biens entre époux

En cas de dissolution de communauté par le décès de l'époux associé, le conjoint survivant et tous les héritiers doivent être agréés conformément aux dispositions prévues en cas de transmission par décès. Il en est de même pour les héritiers, si la liquidation résulte du décès du conjoint de l'époux associé, sans préjudice du droit qu'obtiendrait ce dernier, lors de la liquidation de la communauté, de conserver la totalité des parts inscrites à son nom. Sous cette même réserve, la liquidation de communauté intervenant du vivant des époux ne peut attribuer définitivement au conjoint de l'associé des parts sociales, que si ce conjoint est agréé à la majorité des associés, la procédure d'agrément étant soumise aux conditions prévues comme en matière de transmission entre vifs. A défaut d'agrément, les parts ainsi attribuées, doivent être rachetées dans les conditions susvisées, le conjoint associé bénéficiant toutefois d'une priorité de rachat pour assurer la conservation de la totalité des parts inscrites à son nom.

4 - Agrément du conjoint comme associé durant la communauté de biens

Si, durant la communauté de biens existant entre deux époux, le conjoint de l'époux associé notifie son intention d'être personnellement associé, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition de parts effectué par son conjoint associé, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du code civil, il doit être agréé par une décision prise à la majorité des parts sociales après déduction des parts de l'époux associé qui ne participe pas au vote.

ARTICLE 11 : EXCLUSION D'UN PROFESSIONNEL ASSOCIE

Le professionnel associé radié du tableau des experts comptables ou de la liste des commissaires aux comptes cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter du jour où la décision prononçant la radiation est définitive. Il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder tout ou partie de ses parts afin que soient maintenues les quotités fixées à l'article 8 des présentes pour la participation des professionnels dans le capital. Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts; et ce rachat peut aussi lui être imposé par l'unanimité des autres associés. Le prix est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-1 du code civil.

ARTICLE 12 : INDIVISIBILITE ET DEMEMBREMENT DES PARTS SOCIALES

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire compte comme associé. Il en est de même de chaque nu-proprétaire.

Les copropriétaires de parts sociales indivises sont représentés par un mandataire unique, choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-proprétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

Les parts indivises ou dont la propriété est démembrée ne sont considérées comme détenues par des professionnels, pour l'application des dispositions de l'article 8, que si tous les indivisaires ou le nu-proprétaire et l'usufruitier sont, suivant la règle à appliquer, experts comptables ou commissaires aux comptes.

ARTICLE 13 : RESPONSABILITE DES ASSOCIES

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsable, vis à vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels associés assument dans tous les cas la responsabilité de leurs travaux et activités. La responsabilité propre de la société laisse subsister la responsabilité personnelle de chaque professionnel associé en raison des travaux qu'il exécute lui-même pour le compte de la société. Les travaux doivent être assortis de la signature personnelle du professionnel associé ainsi que du visa ou de la signature sociale.

ARTICLE 14 : GERANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés experts comptables et commissaires aux comptes, et nommés, pour une durée limitée ou non, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société.

Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et nantissements, toutes prises de participations compatibles avec l'objet social dans d'autres sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire.

Les gérants sont tenus de consacrer le temps nécessaire aux affaires sociales. Ils peuvent, d'un commun accord, déléguer les pouvoirs qu'ils jugent convenables à un ou plusieurs directeurs et constituer des mandataires spéciaux et temporaires.

Révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés prise à la majorité des parts sociales, le gérant peut résigner ses fonctions, mais seulement trois mois après la clôture d'un exercice en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire.

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

ARTICLE 15 : DECISIONS COLLECTIVES

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont qualifiées d'extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et d'ordinaires dans tous les autres cas.

Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une convocation écrite des associés; toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction du capital.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Pour justifier de leur présence, une feuille de présence est émargée par les membres de l'assemblée. Toutefois, le procès-verbal de l'assemblée en tient lieu lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non".

Enfin, la volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

ARTICLE 16 - MAJORITES

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois; les décisions sont alors adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant associé ou non, la modification corrélatrice de l'article des statuts où figurait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

Sous réserve des exceptions précisées par la loi, la modification des statuts est décidée par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

ARTICLE 17 : ANNEE SOCIALE

L'année sociale commence le 1 JANVIER et finit le 31 DECEMBRE.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 30 juin 1998.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

ARTICLE 18 : AFFECTATION DES RESULTATS ET REPARTITION DES BENEFICES

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

ARTICLE 19 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le ou les gérants doivent provoquer une décision collective extraordinaire des associés afin de décider si la société doit être prorogé ou non.

Si la société ne comprend qu'un seul associé, la dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Les créanciers de la société peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente jours à compter de la publication de celle-ci. Le tribunal de commerce saisi de l'opposition peut soit la rejeter, soit ordonner le paiement des créances, soit ordonner la constitution de garanties si la société en offre et si elles sont jugées suffisantes. La transmission à l'associé unique du patrimoine de la société et la disparition de la personnalité morale de celle-ci n'interviennent qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que le remboursement des créances a été effectuée ou que les garanties ont été constituées.

Si la société comprend au moins deux associés, la dissolution pour quelque cause que ce soit, entraîne la liquidation. Cette liquidation est effectuée dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur au moment de son ouverture.

La réduction du capital en dessous du minimum légal, ou l'existence de pertes ayant pour effet de réduire les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social, peuvent entraîner la dissolution judiciaire de la société dans les conditions prévues par les articles 35 et 38 de la loi.

La liquidation est faite par le ou les gérants alors en fonction à moins qu'une décision collective ne désigne un autre liquidateur.

Le ou les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable et acquitter le passif. Il peut être autorisé par les associés à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

ARTICLE 20 - CONTESTATIONS

En cas de contestation entre la société et l'un de ses clients, soit entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société ou entre les associés eux-mêmes, la société s'efforcera de faire accepter l'arbitrage du Président du Conseil Régional de l'Ordre des Experts Comptables ou du Président de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes, selon l'objet du litige.

ARTICLE 21 - NOMINATION DES PREMIERS GERANTS

Les premiers gérants de la société, nommés sans limitation de durée, sont :

- Monsieur Gérard DUPUIS
- Monsieur Bernard RAEVEL
- Monsieur Nicolas BRUNET

Les gérants, ainsi nommés, sont tenus de consacrer tout le temps nécessaire aux affaires sociales.

ARTICLE 22 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE - IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES - ENGAGEMENTS DE LA PERIODE DE FORMATION

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

L'état des actes accomplis au nom de la société en formation, avec indication pour chacun d'eux qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise des dits engagements par la société lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

Les soussignés donnent mandat à Monsieur Gérard Dupuis et/ou Monsieur Bernard Raevel, à l'effet de prendre pour le compte de la société en formation, en attendant son immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés, les engagements qui sont décrits et dont les modalités sont précisées dans un état annexé aux présentes.

Ces engagements seront également repris par la société par le fait de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Le ou les gérants sont en outre expressément habilités, dès leur nomination, à passer et à souscrire, pour le compte de la société, les actes et engagements entrant dans leurs pouvoirs statutaires et légaux. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société, après vérification par l'assemblée ordinaire des associés, postérieurement à l'immatriculation de la société au registre du commerce, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

ARTICLE 23 - PUBLICITE - POUVOIRS

Les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements sont effectuées à la diligence de la gérance. Monsieur Gérard Dupuis est spécialement mandaté pour signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.